

NOUVEAU CODE DU TRAVAIL

Promulgation attendue lors de la prochaine législature

Le nouveau code du travail, sur lequel une commission tripartite planche depuis un certain temps déjà, pourrait voir le jour lors de la prochaine législature. Selon le ministre du Travail, Tayeb Louh, le nouveau code consacrera une législation du travail adaptée au nouvel environnement économique.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - «Le nouveau code du travail, qui doit recueillir l'adhésion de tous et qui tiendra compte de l'évolution des conditions de travail et du contexte économique du pays, sera promulgué durant la prochaine législature», a affirmé hier sur les ondes de la Radio Chaîne III, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

Concernant le contenu du nouveau code, Tayeb Louh a expliqué qu'il y aura des dispositions visant à clarifier les dispositions des lois sociales de 1990. le ministre a, à titre d'exemple, évoqué les relations de travail,



Tayeb Louh.

notamment les contrats, la prévention contre le travail illégal, la lutte contre le marchandage de main-d'œuvre, le harcèlement sexuel,

l'interdiction du tabac sur les lieux de travail et l'élargissement de l'assurance chômage au contrat à durée déterminée (CDD). Le ministre du Travail a fait part de l'engagement d'une large concertation autour du projet du nouveau code de travail.

Ceci pour répondre au reproche qui lui est fait de travailler à l'élaboration du texte sans avoir associé les partenaires sociaux. Interrogé, par ailleurs, sur les agences de placement qui font couler beaucoup d'encre, Tayeb Louh a affirmé que ces agences sont soumises au contrôle périodique des organismes de l'Etat.

Il a informé qu'il existe actuellement 19 agences privées de placement, réparties sur 6 wilayas. D'entre ces 16 agences, 10, a-t-il dit, sont actives et 6 viennent d'être agréées.

Révision du 187 bis avant fin mars

Le ministre du Travail a, pour la première fois, fourni une échéance pour la révision, voire l'abrogation du fameux 187 bis récla-

mée par quasiment l'ensemble des syndicats. Ce sera pour avant la fin du premier trimestre 2012, a-t-il déclaré. Tayeb Louh a, ce disant, rappelé qu'une commission tripartite, mise sur pied suite à une recommandation de la 14^e tripartite, y travaille.

Cette commission a pour lettre de mission de proposer une redéfinition du contenu du SNMG qui, jusque-là, intègre le salaire de base, les primes et les indemnités de toutes natures.

Le nouveau contenu du SNMG sera choisi, a expliqué Louh, en tenant compte des incidences financières. Cela étant, le ministre du Travail a fait cas de la reconduction du pacte national économique et social après enrichissement.

«Le principe de sa reconduction après enrichissement a été retenu par la dernière tripartite», a-t-il indiqué, précisant qu'une «commission tripartite travaille à cet enrichissement».

S. A. I.

ÉDUCATION

Reprise des cours hier et de la protestation aujourd'hui

Après deux semaines de vacances, élèves et famille de l'éducation ont repris le chemin de l'école. La protestation également. Les corps communs de l'éducation ouvrent le bal aujourd'hui. Les contractuels continuent de réclamer leur intégration au moment où le statut continue de provoquer la grogne des syndicats autonomes. La trêve risque d'être de courte durée.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - L'accalmie aura finalement été brève. Au premier trimestre déjà, les syndicats autonomes avaient donné le ton en optant pour une grève de quatre journées. Un débrayage qui avait paralysé les trois paliers de l'éducation avant que des négociations ne soient enfin ouvertes au sujet des revendications en suspens. Ce second trimestre qui débute à peine risque d'être une réplique de celui qui s'est achevé. Et pourtant, la tutelle pensait en avoir fini avec les mouvements de grève après avoir clos le dossier des œuvres sociales.

L'élection, puis le processus toujours en cours pour l'installation de la commission nationale n'ont pas amené la sérénité souhaitée. Et pour cause, la question du statut continue de faire polémique. Les syndicats autonomes, dans leur majorité, ne sont pas satisfaits de la copie présentée par le département de Benbouzid.

Le Cnapest, à titre d'exemple, continue de dénoncer la non-prise en compte des propositions formulées à la fin de l'année dernière. Il

s'interroge sur les intentions de la tutelle en la matière. Il n'est pas le seul à ne pas être satisfait de ce statut en préparation. Plusieurs corps du secteur sont montés au créneau pour dénoncer le contenu de la copie proposée par la tutelle. Les chefs d'établissement, les inspecteurs du primaire pour ne citer que ces deux corps sont sortis de leur réserve habituelle pour revendiquer une meilleure classification. Ils sont nombreux à avoir lancé des ultimatums à la tutelle. Mais les premiers à passer à l'action sont les corps communs.

Le conseil national de l'Union nationale des travailleurs des corps communs de l'éducation nationale affilié à l'Union nationale des travailleurs de l'éducation nationale (Unpef) s'engage, dès aujourd'hui, dans une action de protestation de deux jours.

Pas moins de 130 000 employés entre ouvriers, travailleurs de cantines, gardiens sont concernés. Le conseil national de l'Union nationale des travailleurs des corps communs de l'éducation nationale appelle ses adhérents à

observer mercredi des sit-in devant les Directions de l'éducation de wilaya.

Les corps communs de l'éducation se considèrent comme les parents pauvres du secteur, s'estimant marginalisés avec des salaires variant entre 13 000 et 24 000 DA. Ils revendiquent leur intégration dans le secteur.

Leur représentant dénonce l'attitude du ministère qui n'a pas tenu ses engagements, notamment en matière d'intégration. Ils revendiquent leur re-classification avec le

personnel de l'éducation car se revendiquant de ce secteur, la promulgation d'un texte qui mette à l'abri les corps communs des décisions arbitraires des chefs d'établissement, l'institution d'une prime de risque, d'une prime de pédagogie et de documentation sans oublier la prime de rendement à hauteur de 40% avec effet rétroactif à compter de 2008.

Les corps communs exigent également de bénéficier des primes d'encadrement des examens et de formations en rapport

avec leurs emplois. Les corps communs demandent, par la même occasion, le droit à l'activité syndicale. Ils seront les premiers à inaugurer l'année avec de la contestation.

D'autres mouvements ne sont pas à exclure. Si la question du statut n'est pas définitivement réglée, elle risque à tout moment d'être à l'origine de mouvements de mécontentement qui, une fois de plus, risquent d'hypothéquer l'année scolaire.

N. I.

EL KHALIL TOUJOURS PORTÉ DISPARU AU LARGE DE TÉNÈS

Un bateau scientifique participe aux recherches

La petite ville côtière de Ténès est en émoi depuis la disparition en mer vendredi dernier du chalutier El Khalil avec à son bord huit marins pêcheurs. Jusqu'à hier, le bateau restait introuvable en dépit des recherches entamées par la Marine nationale et un bateau scientifique dépêché sur place.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Les habitants de Ténès vivent une ambiance particulière depuis le week-end dernier. Dans la localité, où tout le monde connaît tout le monde et où la vie de tous les jours tourne autour de la pêche, la détresse a gagné les foyers.

Depuis vendredi dernier, les pêcheurs se sont mobilisés dans une action de solidarité pour sortir tous les jours du port, prendre le large et aller à la recherche du chalutier *El Khalil*. Ceci en plus des moyens déployés par la Marine nationale pour retrouver le bateau.

Un hélicoptère et un avion de reconnaissance sont aussi sur le terrain au niveau de la zone de pêche où a disparu le chalutier. Ce dernier a été aperçu pour la dernière fois à 5 000 milles au large de la localité d'El-Marsa.

El Khalil, selon les habitants de la ville, est spécialisé dans la pêche aux crevettes. Il avait jeté ses filets dans la soirée de jeudi à vendredi en compagnie d'autres bateaux dans la zone appelée

«Calle brève». Ainsi et alors que les autres chalutiers sont rentrés au port en soirée, *El Khalil* a poursuivi la pêche, relatent les pêcheurs du port de Ténès. C'est vers cinq heures du matin de la journée de vendredi que le patron de pêche Abdelkader et l'un des trois frères de la famille Boumediène, disparu, a parlé pour la dernière fois à son épouse.

Ce fut le dernier contact avec le bateau et vers six heures du matin d'autres personnes ont tenté de joindre les marins en vain.

«Abdelkader avait déclaré à sa femme qu'il allait remonter les filets et rentrer au port. Mais les huit marins du *Khalil* ne sont jamais arrivés au port de Ténès. Cette situation est incompréhensible, nous n'avons jamais vu cela, le chalutier s'est carrément volatilisé. Aucune trace du bateau n'a été retrouvée à supposer qu'il ait coulé», témoignent les habitants de la ville côtière.

Ils ont précisé par ailleurs que lors de la nuit où a disparu le cha-

lutier «les conditions de navigation n'étaient pas si mauvaises». Ils ont ajouté que les autres bateaux étaient rentrés au port alors qu'un léger vent s'était levé.

Pour sa part, M. Abderrahmane Abed, directeur de la pêche de la wilaya de Chlef, a expliqué qu'un bateau scientifique a été dépêché par le ministère de la Pêche pour participer aux recherches et notamment la fouille des fonds de la zone de pêche où a disparu le chalutier.

Selon le responsable, la profondeur au large d'El-Marsa atteint les 180 mètres. Au bord du bateau scientifique ont aussi embarqué plusieurs pêcheurs de la région pour aider aux recherches. «Le chalutier activait dans une zone qui n'est pas située très loin de la côte. Dans la nuit de sa disparition, il y avait un léger courant mais il n'y avait pas de mauvais temps», explique le directeur de la pêche.

Il a noté, en outre, que les courants forts dans cette région peuvent avoir entraîné le bateau vers le large.

Ceci alors que le bateau scientifique continue ses recherches un peu plus au large de la zone où se trouvait initialement le chalutier disparu.

F.-Z. B.

L'«émir» El-Khechkhache abattu près de Tizi Ouzou

Suite de la page Une

En fin d'après-midi d'hier, plusieurs heures après l'opération, il s'est révélé que parmi les deux hommes abattus, sur lesquels deux kalachnikovs ont été récupérées, se trouve l'«émir» El-Khechkhache, celui-là même dont le nom est lié à tous les actes terroristes commis depuis l'attentat contre la brigade de gendarmerie de Béni-Aïssi, il y a trois ans. De son vrai nom Si Mohand Ouramdane, âgé d'une trentaine d'années, le désormais ex-chef du groupe terroriste de Béni-Douala a fourbi ses armes de terroriste de la pire espèce à Alger où il était établi depuis son plus jeune âge avant de retrouver la terre de ses aïeux où il a semé la terreur ces dernières années.

Plusieurs fois, il a réussi à échapper à des opérations des divers corps des services de sécurité. La toute dernière fois où il s'en est miraculeusement tiré, c'était lors d'une embuscade, à la mi-octobre dernier, lorsque son bras droit avait été mis hors d'état de nuire. Ainsi, après avoir fait plusieurs veuves et orphelins, El Khechkhache ne sévira plus.

A. M.